

L'avis de l'expert

Obama-OTAN: une nouvelle alliance transatlantique?

Sous bien des aspects, l'OTAN d'Obama sera une organisation différente de celle que lui a laissée son prédécesseur. Mais un point fondamental restera inchangé: elle reste avant tout une alliance de sécurité régionale et non une organisation chargée du maintien de la paix mondiale

Le 4 avril 2009, l'OTAN fêtait son 60^e anniversaire. La présence d'un président américain universellement populaire a donné l'occasion aux membres de l'Alliance atlantique de réitérer leurs engagements mutuels et de réaffirmer avec force leurs objectifs communs. Comme l'a dit Obama lors de son discours à Strasbourg: «Je suis confiant dans le fait que nous avons fait un grand pas en avant pour renouveler nos alliances de façon à répondre aux défis de notre époque.»

Sans doute. Après une décennie de discorde, les raisons ne manquent pas pour corriger le tir. Il est en particulier grand temps pour Washington de réparer les dégâts infligés aux relations transatlantiques par les nombreuses rebuffades de l'administration Bush. Obama le charmeur est clairement l'homme indiqué pour tracer la voie d'une nouvelle alliance transatlantique.

En 2009, les alliés des Etats-Unis enverront 5000 soldats de plus en renfort, alors que les effectifs américains passeront de 38 000 à 60 000 hommes

Mais le sommet a également mis en lumière un fait gênant: quel que soit le président américain, les membres de l'OTAN sont condamnés à avoir des points de vue différents sur la manière de répondre à ces défis. Cela a toujours été le cas. L'histoire de l'Alliance est celle d'une succession de crises.

Il n'en reste pas moins que les défis d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux de la Guerre froide ou des années 1990. Et même s'il ne fallait croire que la moitié des belles paroles prononcées par les dirigeants



Jussi M. Hanhimäki

Professeur d'histoire et de politique internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement

des deux côtés de l'Atlantique, il est clair que le «changement» – mot clé de la campagne présidentielle d'Obama en 2008 – est le mot d'ordre de l'OTAN aujourd'hui. Une grande partie de ce changement est positive.

La Croatie et l'Albanie ont rejoint l'Alliance, portant ses membres à 28. L'intégration de ces pays des Balkans est un pas important vers la stabilisation de la région la plus volatile de l'Europe. L'adhésion potentielle de la République de Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro renforcerait le rôle post-Guerre froide de l'OTAN comme pacificateur de l'Europe. Une décennie après le conflit au Kosovo, cette évolution est bienvenue.

La France a quant à elle retrouvé sa place au sein du commandement militaire intégré de l'OTAN, après une interruption de 43 ans. Bien qu'Obama n'ait joué aucun rôle dans ce retournement radical de la politique rebelle initiée par de Gaulle, opéré en début d'année par le gouvernement français, il est certain que la popularité du 44^e président américain a permis à Nicolas Sarkozy et à Bernard Kouchner de mettre en sourdine les critiques de leur opinion publique à ce sujet.

En partie grâce aux tractations diplomatiques menées en coulisses par Obama, l'ancien premier ministre danois Anders Fogh Rasmussen a été élu à l'unanimité comme prochain secrétaire général de l'OTAN. Dans un autre monde, cette élection n'aurait eu aucune incidence. Mais une des priorités d'Obama est d'engager le dialogue avec le monde musulman. Son soutien à un dirigeant qui avait provoqué la colère des musulmans du monde entier en défendant le droit de caricaturer le prophète Mahomet, comme l'avait fait un magazine danois en 2005, comportait donc certains risques. En se rendant en Turquie quelques jours plus tard et en rappelant à plusieurs reprises que son deuxième prénom était Hussein, Obama a réussi à faire passer la pilule.

Un consensus a par ailleurs été trouvé sur la nécessité d'améliorer les relations avec la Russie, mises à mal par la guerre avec la Géorgie en 2008 et l'épineuse dépendance énergétique de l'Europe envers ce pays. Un certain nombre d'Etats européens, et en particulier l'Allemagne, seront soulagés par cette nouvelle orientation. Bien que Moscou (et Beijing) aient refusé de condamner les derniers tirs de missiles effectués par la Corée du Nord, la menace d'une «nouvelle Guerre froide» a pour l'instant été écartée.

Derrière la façade de renouveau et d'entente subsistent toutefois des désaccords profonds. Aucun tour de magie d'Obama ne pourra rien au fait que les Américains et les Européens ont des intérêts et des ressources qui, bien que similaires, ne sont en aucun cas identiques. L'exemple le plus évident est celui du différend persistant qui les oppose à propos de l'Afghanistan.

La rhétorique se veut rassurante. Selon le secrétaire général sortant de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, «pour ce qui est de l'Afghanistan, ce sommet et cette alliance ont tenu leurs engagements». D'autres dirigeants ont abondé dans le même sens, en faisant l'éloge de la nouvelle approche d'Obama concernant l'Afghanistan, avec toutefois une note de circonspection résumée par le président français: «Nous soutenons absolument la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan.»

Car, du point de vue des Européens, cette nouvelle stratégie est avant tout celle des Américains. Bien qu'Obama ait qualifié les engagements pris par les Européens «d'acompte sérieux», ses propos ne pouvaient dissimuler une réalité plus crue. Lors du sommet de Strasbourg, les dirigeants européens se sont engagés à fournir tout au plus un soutien tactique symbolique. En 2009, les alliés des Etats-Unis enverront 5000 soldats de plus en renfort pour des missions de courte durée, pour sécuriser l'élection prési-

dentielle de cet été en Afghanistan et contribuer à la formation des forces armées du pays. Un chiffre sans commune mesure avec le déploiement prévu par les Etats-Unis, dont les effectifs passeront de 38 000 à 60 000 hommes, soit près du double.

L'administration Obama se met peut-être ainsi dans une position dangereuse. Au lieu d'«afghaniser» le conflit, elle risque de s'engager sur la pente glissante de son américanisation. Et qui en paiera le prix en fin de compte? Le peuple afghan, qui n'a aucune chance de voir un semblant de stabilisation de la situation dans un avenir proche. Il devra lutter pour sa survie pendant que les talibans, qui connaissent un nouvel essor, un gouvernement afghan incompetent et des forces alliées bien intentionnées mais mal informées s'affronteront pour le contrôle de diverses parties du territoire.

Sous bien des aspects, l'OTAN d'Obama sera une organisation différente de celle que lui a laissée son prédécesseur. Mais un point fondamental restera inchangé. Une déclaration d'objectif commun ne se traduit pas nécessairement par un accord sur la politique à suivre, en particulier dans les domaines considérés comme périphériques (comme l'est à l'évidence l'Afghanistan). Cela n'a rien de surprenant en soi: l'OTAN reste avant tout une alliance de sécurité régionale, et non une organisation chargée du maintien de la paix au plan mondial. Même si Obama devait rester huit ans à la Maison-Blanche, il est peu probable que la nature de l'OTAN change réellement.

Traduction: Julia Gallin

Les 23 et 24 avril, l'Institut de hautes études internationales et du développement accueillera la première conférence de la Fondation Pierre du Bois, «Transatlantic Security Issues from the Cold War to the 21st Century» (La sécurité transatlantique, de la Guerre froide au XXI^e siècle.)